

11 décembre 2009 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, notamment sur le Sommet de Copenhague concernant le réchauffement climatique, à Bruxelles le 11 décembre 2009.

LE PRESIDENT - Mesdames et Messieurs, vous allez en avoir assez de me voir, vous auriez le droit. Et le mieux c'est que je réponde à vos questions.

Conformément à ce que je vous disais hier soir, l'objectif retenu par l'Europe, c'est 30% de réduction en 2020.

C'est la proposition que met l'Europe sur la table, bien sûr, avec une conditionnalité. C'est la proposition avec laquelle nous irons à 27 à Copenhague. Je vous confirme les 7 milliards d'euros en « fast start » avec, sur ces 7 milliards d'euros, 2 milliards 430 millions pour la seule responsabilité de l'Europe. Les 27 pays non seulement ont accepté, mais contribueront.

Il y a également, vous le verrez dans le texte, une volonté de mieux coordonner la politique économique européenne, c'est le débat que nous avons eu hier après-midi, mais enfin, l'essentiel des travaux du Conseil ont été consacrés à la question de Copenhague.

Le mieux, c'est que je me livre à vos questions avant de rentrer à Paris, mais je ne veux pas non plus vous lasser parce que j'ai déjà eu l'occasion de vous voir deux fois. Alors, s'il y a des questions, j'y répondrai bien volontiers.

QUESTION - Monsieur le Président, est-ce qu'on a parlé de la situation économique en Grèce et deuxième question, est-ce que vous attendez du FMI qu'il se mette vraiment à travailler sur ce projet de taxation des transactions financières internationales ?

LE PRESIDENT - Oui, bien sûr. Sur la taxation, c'est dans le texte aussi. Les financements innovants et la taxation des transactions financières, le FMI travaille dessus, la Commission également.

S'agissant de la Grèce, il est clair que la Grèce fait face à des défis économiques et budgétaires majeurs. Il est nécessaire que les autorités grecques mettent en oeuvre une stratégie ambitieuse de consolidation budgétaire. Les premières mesures annoncées par le Gouvernement grec sont un pas dans la bonne direction. Nous attendons qu'il mette rapidement en oeuvre, en étroite collaboration avec la Commission, les mesures nécessaires pour établir durablement la fiabilité des statistiques budgétaires et le Premier ministre grec nous a rassuré sur sa volonté et sur ses intentions.

QUESTION - Une question sur les forêts. Comment prenez-vous en compte les forêts en Europe ? J'ai cru comprendre qu'il y avait un problème avec les Suédois, les Finlandais, les Slovènes.

LE PRESIDENT - Je suis désolé parce qu'on n'en a pas parlé. 7 milliards d'euros, 2 milliards 430 millions - ou 440 je ne me souviens plus - pour l'Europe. Et 20% pour lutter contre la déforestation. C'est là-dessus que nous nous sommes mis d'accord. Cela ne veut pas dire que vous avez tort, mais on n'en a pas parlé. Et par ailleurs, toute l'Europe soutient l'initiative que nous avons prise, Gordon BROWN et moi, sur les pays du bassin du Congo. Je précise que je verrai le 14 à Paris le Président indonésien, vous savez que c'est la 3ème forêt du monde. Je verrai M. MELES, le Premier ministre éthiopien, à déjeuner le 15. Donc le 14 le Président indonésien, le 15 M. MELES, le coordinateur de l'Afrique pour Copenhague à déjeuner à Paris et le 16, à déjeuner, les pays africains du bassin du Congo. Un programme. Et le moment de mon arrivée à Copenhague n'est pas encore totalement fixé. Il se peut que

... nous devons faire un aller-retour mercredi dans la soirée à Copenhague.

QUESTION - Monsieur le Président, voyez-vous le moment venu pour des sanctions plus sévères contre l'Iran et comment en considérez-vous les chances au Conseil de sécurité ?

LE PRESIDENT - Il y a un texte européen qui est très satisfaisant sur la question iranienne. Ce texte je le fais bien. Il prévoit la possibilité de sanctions et je suis très rassuré depuis le vote du comité de l'AIEA où, comme vous le savez, la Chine, la Russie et un certain nombre ont voté contre le programme iranien. C'est ce qui a été transmis au Conseil de sécurité. Donc je pense que ça progresse là aussi. Cela n'a d'ailleurs pas fait l'objet de problèmes entre nous, il y a eu un texte de la Présidence qui a été mis sur la table, négocié par nos équipes, mais cela n'a pas fait de problème. Il y a unanimité en Europe là-dessus. Pour dire les choses, l'essentiel a été le souci d'une meilleure coordination économique pour l'avenir et deuxièmement, bien sûr, Copenhague.

QUESTION - Est-ce que vous pensez que cette position européenne aujourd'hui, ces chiffres que vous annoncez, seront suffisants pour faire bouger les choses et pousser les Etats-Unis et la Chine à présenter des propositions plus ambitieuses encore.

LE PRESIDENT - Je ne sais pas si cela sera suffisant, mais ce que je sais, c'est que si on ne l'avait pas fait, cela ne bougerait pas. En arrivant ici, mon objectif, c'était que l'Europe parte sur les 30%, que l'Europe crédibilise par une répartition de chacun des pays, les 7 milliards d'euros, que l'Europe soit d'accord sur les financements innovants et que l'Europe soit d'accord sur une nouvelle gouvernance mondiale en matière d'environnement. De ce point de vue, c'est carton plein ! J'avais d'ailleurs dit aux ONG que nous n'étions pas sur d'obtenir ce résultat. J'ai dit aux ONG : « voilà ce que l'on va essayer d'obtenir », mais ce n'était pas sûr.

On a beaucoup avancé. Cela met l'Europe en leadership pour Copenhague. Est-ce que ce sera suffisant ? Si je pensais que c'est suffisant, je serais très optimiste, très rassuré, mais je pense que c'est suffisant pour amorcer une alliance entre l'Europe et l'Afrique et c'est ce dont je vais parler avec Monsieur MELES comme avec les dirigeants africains du bassin du Congo.

C'est l'Europe qui a les engagements les plus importants, les 30 %, c'est l'Europe qui annonce des financements concrets tout de suite pour les pays africains. Y a-t-il une autre proposition, à Copenhague, d'une partie du monde qui soit aussi ambitieuse et aussi précise que celle de l'Europe ? Il n'y en a pas.

QUESTION - Vous avez parlé de financements innovants, est-ce que vous pouvez nous dire un peu plus en détail de quelle innovation il s'agit ?

LE PRESIDENT - Aujourd'hui, il y a deux pistes : la piste qu'à titre personnel, je privilégie qui est une taxation sur les transactions financières, très faible mais mondiale. Il y a d'autres solutions, par exemple celle que propose Gordon BROWN, qui est la taxation sur le fuel des bateaux qui transportent des containers. Deux idées, est-ce qu'elles sont séparées ou cumulatives ? Ce sont les études de la Commission qui nous le diront.

QUESTION - Monsieur le Président, sur l'Organisation Mondiale de l'Environnement, est-ce que l'idée là aussi, sur le plan de la maturité politique au sein des 27, est prête et surtout, comment est-ce que vous voyez cette organisation dans son pouvoir de sanction et par rapport à l'OMC ?

LE PRESIDENT - J'ai obtenu dans le texte une référence à la nécessité d'une gouvernance mondiale en matière d'environnement. C'est une première ! Alors vous pourrez me dire, à juste titre : « cela ne va pas assez vite, ce n'est pas assez ». Oui, mais voilà, c'est la première fois. Deuxièmement, ce matin dans la réunion que nous avons eu avec M. RASMUSSEN j'ai poussé pour que cela soit dans le texte de la présidence danoise. Je ne vois pas comment on pourra sortir de Copenhague sans un organisme international chargé de mettre en oeuvre Copenhague, de surveiller les engagements de chacun et de tenir compte de la nouvelle gouvernance mondiale. C'est un tel travail ! Mais si je compare au dîner qu'avait organisé M. BAN Ki-Moon en septembre à New York, on a énormément avancé. En tout cas l'Europe maintenant parle de la nécessité d'une gouvernance mondiale en matière d'environnement. C'est la première fois dans les textes que ces mots se retrouvent. J'aurais préféré que l'on dise formellement « Organisation Mondiale de l'Environnement ».

De toute manière qui va faire le suivi ? Admettons que Copenhague soit un succès, espérons. Qui

va faire le suivi ? La Conférence de Copenhague actuelle, le Cop 15 ou le Cop 16 ? Ce n'est pas suffisant, chacun le comprend bien.

On a une Europe qui s'est mise d'accord sur des chiffres de limitation, qui s'est mise d'accord sur des financements, qui s'est mise d'accord sur une stratégie. Première étape réussie.

QUESTION - Vous avez évoqué des conditions pour que l'Europe aille à 30% de réduction. Vous pouvez préciser ?

LE PRESIDENT - La position de l'Europe c'est 30%, mais la conditionnalité reste la même : que les autres fassent des efforts comparables. Mais l'Europe vient sur les 30%. L'Europe ne va pas à Copenhague sur les 20%, elle va à Copenhague sur les 30%. Je ne réexplique pas les 30%. Elle va à Copenhague sur les 30%, mais les conditionnalités restent les mêmes. On ne va pas être les seuls à faire cela, mais cela veut dire que l'Europe n'attend pas que les autres fassent un effort pour faire un effort elle-même. L'Europe met les autres devant leurs responsabilités. C'est-à-dire que nous allons négocier avec un mandat sur les 30%. J'avais fait valoir hier qu'il valait mieux être sur les 30% et obtenir un effort des autres, qu'être sur les 20% avec pas d'effort des autres.

QUESTION - Vous avez évoqué tout à l'heure la possibilité de faire un aller-retour mercredi à Copenhague. Qu'est-ce qui vous pousserait précisément à le faire ?

LE PRESIDENT - C'est très simple, si M. RASMUSSEN souhaitait faire une réunion de travail mercredi soir. ..Par ailleurs nous avons demandé, avec Madame MERKEL, que jeudi après-midi, il y ait une réunion de travail avant le dîner chez la Reine. Nous souhaitons une réunion de travail jeudi après-midi des chefs d'Etat et de gouvernement et après le dîner jeudi, parce qu'il va falloir se mettre d'accord, puisque cela se conclut théoriquement vendredi. Donc s'il n'y a pas de réunion de travail jeudi après-midi et s'il n'y a pas de réunion après le dîner, quand est-ce que l'on travaille ?

Nous ne pensons pas qu'il y aura un accord que l'on n'aura qu'à avaliser dans un « happy end » à la fin. Et s'il y avait besoin, Madame MERKEL et moi, nous avons dit que nous étions disponibles pour faire l'aller-retour mercredi soir.

QUESTION - Monsieur le Président, un certain nombre d'ONG se sont inquiétées qu'une partie de la contribution européenne ne soit en fait pas un financement additionnel, mais soit pris sur des budgets existants. Est-ce que vous pouvez les rassurer sur ce point, que ce sera bien un financement additionnel ?

LE PRESIDENT - C'est une question qu'il vaut mieux poser au président du Conseil européen, c'est lui qui a fait le tour des contributions. Aujourd'hui il y a du mixte, mais l'objectif c'est quand même que tout l'argent mis pour aider les pays pauvres à accéder à l'énergie primaire et à lutter contre le changement climatique seront des financements qui viendront au-delà des objectifs du millénaire.

Comme on me l'a fait remarquer hier, je crois que c'était M. LEPARMENTIER, sur le budget 2010, il faut que l'on bricole quelque chose parce qu'il est déjà voté ou quasiment bouclé. Mais l'objectif c'est bien des financements additionnels, c'est pourquoi nous demandons des financements innovants.

QUESTION - Vous avez dit : « si Copenhague est un succès ». Alors qu'est-ce qui s'oppose à ce que Copenhague soit un succès ou plutôt qui s'oppose, cela rejoint un peu la même question, selon vous ?

LE PRESIDENT - Oh rien, des détails...

QUESTION - ...non mais le plus, disons-le, qui s'oppose le plus ?

LE PRESIDENT - Ce n'est pas à moi de dire cela, mais enfin disons que l'on a quand même quelques petites interrogations. Nos amis américains qui sont par rapport à une base 1990 sur 2020 à 4%, ce qui est un progrès, mais enfin si l'on compare les 4% par rapport aux 30% européens, vous voyez quand même, Mme de CAMARET, qu'il y a un petit gap. Nos amis chinois, dont il faut bien comparer, parce qu'ils n'ont pas exactement les mêmes critères de référence, les engagements, et qui s'opposent à toute forme de contrôle international. Nos amis indiens qui commencent à se débloquer, mais il faut que cela aille un peu plus loin. Je précise

que dans mon esprit l'Inde à vocation à bénéficier des financements, c'est bien clair. C'est pas mal quand même ! Enfin on peut rajouter l'Australie aussi, qui a fait un premier pas. Mais enfin, je ne doute pas que si les Etats Unis font un effort, nous n'ayons pas une bonne surprise du côté du Canada.

QUESTION - Je peux vous distraire un moment du climat si vous le permettez sur l'Airbus A 400M. C'était son premier vol tout à l'heure. Est-ce que vous en avez parlé avec votre homologue britannique et qu'est-ce que vous avez à dire sur ce premier vol et les symboles pour vous aujourd'hui ?

LE PRÉSIDENT - Non, mais c'est très bien. Vous savez très bien que moi, je soutiens et je crois à cet A 400M, qu'on a maintenu tous nos engagements, qu'on veut que cela marche. C'est très bien, c'est une très bonne nouvelle. Mais pour vous dire la vérité, on n'en a pas parlé avec Gordon BROWN. J'aurai peut-être l'occasion d'en parler avec lui, mais vous savez, c'était déjà chargé.

Copenhague, ce n'est pas une petite affaire. On a plus parlé du moment où la Présidence danoise doit mettre un papier sur la table, pour que les ministres puissent avoir un papier sur lequel discuter sans qu'en même temps le papier soit déchiré par tout le monde. Pour dire la vérité, on s'est vraiment concentrés là-dessus. Je suis désolé, mais c'est vrai.

Mais c'est un événement important. Vous savez le prix que j'attache à l'aéronautique et j'aurai l'occasion d'ailleurs, lundi prochain, au moment où j'annoncerai le grand plan d'investissement public, de parler de l'aéronautique et de l'avion du futur.

QUESTION - Monsieur le Président, concernant cette réunion mercredi soir éventuellement.

LE PRÉSIDENT - Ce n'est pas fixé.

QUESTION - Ce n'est pas encore fixé. Vous évoquez la présence d'Angela MERKEL. Est-ce qu'il pourrait y avoir d'autres chefs d'État et de Gouvernement européens, par exemple Gordon BROWN également ?

LE PRÉSIDENT - Oui. Enfin très clairement, si vous voulez, Madame MERKEL, Gordon BROWN et moi, on se concerte et on est parfaitement en ligne. Avec la présidence de M. REINFELDT, puisque la présidence de M. VAN ROMPUY, c'est le 1er janvier, et bien sûr le Président BARROSO, on est tous ensemble et s'il devait y avoir réunion, on serait en réunion ensemble bien sûr.

Notre idée c'est d'ailleurs que M. REINFELDT et M. BARROSO y aillent dès mercredi et nous, théoriquement, on ne vient que jeudi. J'ajoute que comme M. OBAMA ne vient que vendredi, je n'ai pas l'intention non plus de venir 48 heures avant simplement pour regarder les discussions, ou vous rencontrer et que toutes les minutes, vous me demandiez ce qu'il se passe.

Et très certainement, enfin c'est probable, il y aura un Conseil européen, une réunion des membres européens jeudi ou dans la nuit de jeudi à vendredi en fonction des arbitrages. Je pense qu'on sera dans une stratégie plus conforme à celle du G20 de Londres où les choses ne s'étaient débloquentes qu'à l'extrême dernière limite.

QUESTION - Monsieur le Président, comment avez-vous jugé la première prestation de M. VAN ROMPUY hier soir ? Est-ce que vous avez décidé de convoquer un Conseil européen spécial en février sur les affaires économiques, comme il en a parlé je crois ?

LE PRÉSIDENT - Monsieur VAN ROMPUY a fait une contribution pendant le dîner effectivement, extrêmement précise, bien préparée, sérieuse, qui ne m'étonne pas de lui. Et il nous a fait part de son intérêt pour une réunion éventuelle début février, informelle, où nous parlerions de coordination économique et d'un certain nombre de sujets diplomatiques, c'est à lui de le dire, je crois qu'il a totalement raison. La situation dans les Balkans, situation extrêmement importante. C'est une possibilité que nous ayons une réunion à ce moment-là sur des sujets transversaux en quelque sorte.

QUESTION - Monsieur le Président, concernant la présentation du grand emprunt lundi, qu'elles ont été les remarques des autres leaders européens sur les éventuels risques d'aggravation du déficit français suite à cet emprunt.

LE PRÉSIDENT - Aucune. Si vous avez d'autres informations, n'hésitez pas à me les donner !
Aucune.

QUESTION - Une question un petit peu annexe concernant les 73ème et le 74ème députés européens français. Je voudrais savoir pourquoi vous avez choisi cette voie un peu curieuse qui est de désigner des députés nationaux. Et qu'est-ce que vous pensez de l'agitation que cause ce choix actuellement au sein du Parlement européen qui réclame la tenue d'une convention spéciale sur le sujet ?

LE PRÉSIDENT - Le Conseil européen a décidé de lancer la procédure qui permettra sur ce sujet d'adopter un texte sous présidence espagnole. C'est ce qui avait été prévu en décembre 2008. Il n'y a pas lieu à agitation, cela a été prévu en décembre 2008. Et d'ailleurs le Président BUZEK, sagement, lors de son intervention d'hier, ne s'est pas fait l'écho de cette question. Vous savez que le Président du Parlement européen inaugure tous les débuts de Conseil européen, il n'en n'a pas parlé.

Il y avait trois possibilités, on a choisi une possibilité, on aurait pu choisir les deux autres, bien sûr, mais en tout cas c'est une très bonne nouvelle. A Nice on avait eu quoi ? C'était quatre députés en moins, c'est cela ? Avec Lisbonne les Français en ont deux en plus ! Franchement. On désignera un de droite et un de gauche. On ne me propose quand même pas de faire une élection partielle ? C'est ridicule, la polémique n'a pas de sens. Alors ils seront observateurs le temps que le texte soit adopté sous présidence espagnole. Cela n'a pas été le sujet le plus compliqué à régler.

QUESTION - Monsieur le Président, votre collègue Gordon BROWN a aussi dit qu'il peut encore augmenter sa contribution à Copenhague. Est-ce que la France peut-elle faire la même chose ?

LE PRÉSIDENT - le Premier ministre Gordon BROWN a dit cela au moment où la contribution des pays européens était à 1,750, elle est aujourd'hui à 2,430 ou 2,440. J'ai entendu ce qu'il a dit, on serait solidaire de lui, mais je pense qu'il n'y aura pas lieu de le faire.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez dit que vous étiez entendu par d'autres dirigeants dans le monde concernant la taxe sur les bonus. Est-ce que vous pouvez nous dire quels pays pensent peut-être rejoindre le mouvement initié par l'Angleterre et la France ?

LE PRÉSIDENT - Je ne sais pas, j'ai vu les réactions de Mme MERKEL qui sont positives ! Elle a dit « charmant », c'est positif ! Quand on vous dit ça, vous le prenez comme une insulte ? Vous voyez bien la logique : si le capitalisme anglo-saxon se décide à taxer les bonus et le capitalisme européen continental se décide à le faire, cela va être très difficile vis-à-vis des autres opinions publiques que des gouvernements disent : « non, nous, il n'y a pas de problème, on ne taxe pas les bonus ». Vous le comprenez, il y a une logique à tout ceci, elle est incontournable. On verra, peut-être que je me trompe, mais je ne le crois pas. On verra à l'arrivée.

QUESTION - Est-ce que dans votre esprit, la taxation des bonus est pérenne ou c'est exceptionnel pour l'année qui vient ?

LE PRÉSIDENT - C'est exceptionnel, l'annonce de Gordon BROWN c'est pour l'année 2009. Mais est-ce que l'année prochaine, dans un grand mouvement de générosité, les États diront : « dans le fond on a bien réfléchi, il ne faut plus les taxer du tout, ce n'est plus la peine ! », on peut toujours espérer ! Là aussi, il y a une logique. Ce qui est important surtout, voyez-vous, ce n'est pas de punir qui que ce soit, cela n'aurait pas de sens, c'est que les banques, alors que nous ne sommes pas sortis de la crise, que les banques renforcent leurs fonds propres plutôt que de distribuer des bonus. C'est quand même cela l'objectif. Alors le jour où les banques auront de tels fonds propres, on verra ce qu'il conviendra de faire.

QUESTION - Monsieur le Président, sur Copenhague pour qu'on soit bien clairs, un accord contraignant pour vous, c'est tous les chiffres inscrits dans un texte avec les calendriers dans les textes pour chacun et un traité qu'on écrirait après à Mexico ?

LE PRÉSIDENT - Bien sûr. Enfin écoutez, Kyoto n'avait quand même pas été un grand succès puisqu'un peu plus de 10 ans après Kyoto, la première puissance du monde n'a toujours pas ratifié. L'avantage d'un accord politique sur un traité à Copenhague, d'abord comment négocier le traité comme cela ? L'avantage, c'est que cela permet un texte plus court, plus clair et surtout cela met les gouvernements devant leurs responsabilités car ils ne peuvent pas arguer du prétexte de la ratification par leur Parlement pour ne pas être au

rendez-vous de leurs engagements. Si c'est un traité, le gouvernement peut dire : « nous on aurait bien fait le travail mais les parlements sont pas d'accord ». Si c'est un accord politique, les gouvernements sont tenus par leur signature.

Il faudra un traité, il sera mis en place après, mais je voyais très mal la discussion à 192 États, d'un texte de plusieurs centaines de pages et d'un traité juridique à Copenhague. Je voyais l'arrivée très mal, c'est la raison qui m'avait fait proposer à New York, lors du dîner du Secrétaire Général, qu'on ait un accord politique contraignant.

Peut-être une ou deux dernières questions.

QUESTION - Toujours sur Copenhague. Monsieur le Président, comment est-ce que vous appréciez finalement, c'est la première fois qu'une négociation internationale se fait avec autant de poids et de force de la part de l'opinion publique, comment est-ce que vous mesurez ce poids justement face à vos responsabilités de chef d'État et de Gouvernement ?

LE PRÉSIDENT - Comme une aide. Si on n'avait pas l'opinion publique mondiale derrière nous, on ne pourrait pas y arriver. Je vous rappelle qu'on est partis d'une conférence qui devait rassembler les ministres de l'Environnement, on en est aujourd'hui à la présence de 120 chefs d'État et de gouvernement ! Donc l'opinion publique mondiale, c'est une formidable aide pour nous parce qu'on s'appuie dessus, c'est vrai. Les pays leaders pour obtenir un accord, nous n'aurions jamais pu arriver où nous sommes arrivés s'il n'y avait pas la poussée de l'opinion publique, c'est évident. Je ne dis pas que l'accord est en vue, et encore moins qu'il est fait, mais s'il n'y avait pas cette poussée là, on ne serait pas où nous en sommes aujourd'hui.

D'ailleurs cette poussée vous oblige vous aussi à ouvrir grandes les colonnes de vos journaux ou les chaînes de télévision. La poussée est la même pour vous comme pour nous. Si vous ne sentiez pas un intérêt de vos lecteurs, vous ne vous seriez pas passionnés à ce point pour cette conférence. C'est très positif.

QUESTION - Monsieur le Président, une question sur l'Iran. Vous soutenez n'importe quelle décision que prendra le Conseil de sécurité, bien sûr si l'Iran continue à tergiverser d'ici janvier ? Quelle sera la position de l'Europe, de la France ? Sera-t-on toujours au point mort avec l'Iran ?

LE PRÉSIDENT - Mais la position de l'Europe est très claire. Elle est pour des sanctions. Voilà, ça y est, cette décision est prise. La position des membres du Conseil d'administration de l'AIEA est très claire, à la majorité ils ont décidé de transférer le dossier aux Nations Unies. Donc le rendez-vous est incontournable. Je n'ai cessé de dire cela depuis le Conseil de sécurité du mois de septembre, je n'ai pas changé de position. Il faut bien faire quelque chose, on ne peut pas laisser les choses en l'état. Quelle que soit la bonne volonté des uns et des autres et notamment du président OBAMA.

Dernière question ?

QUESTION - On vous a vu cette fois avec Gordon BROWN, d'autres fois c'était avec Angela MERKEL. Comment est-ce que vous organisez ce jeu d'alliances avec vos principaux partenaires européens ? Est-ce que c'est au gré de vos priorités politiques du moment ?

LE PRÉSIDENT - C'est l'Europe ! Comment dire ? D'abord l'axe franco-allemand, cela soulage tout le monde en Europe. Quand l'Allemagne et la France parlent d'une même voix, et c'est ce que nous avons fait avec Angela pour le choix des candidats, pour l'adoption du traité de Lisbonne...c'est un fondamental, c'est la base, c'est extrêmement important. C'est une condition nécessaire pour l'unité de l'Europe, ce n'est pas une conditionsuffisante.

Et puis avec Gordon BROWN, les Anglais, les Français, il y a sans doute un tropisme des anciens ministres des Finances, on a toujours eu plaisir à travailler ensemble. C'était déjà le cas dans la crise financière, et j'ai toujours pensé que si les valeurs européennes devaient triompher, elles ne pourraient le faire que dans le cadre d'une alliance avec les Anglais et qu'il fallait rapprocher les Anglais de l'Europe plutôt que de les laisser dans une solidarité uniquement anglo-saxonne. Donc il se trouve que sur Copenhague, Gordon BROWN a toujours été passionné. Et pour moi, c'est logique, c'était lui qui m'a transmis l'invitation pour aller au sommet du Commonwealth, qui était une grande première, je trouvais donc que c'était normal que je l'invite pour le sommet des pays du bassin du Congo. Et ça se passe comme cela. Mais Madame MERKEL n'y voit pas malice et

d'ailleurs, on était en réunion tous les trois ce matin. Ce n'est pas un problème. D'ailleurs Madame MERKEL a elle aussi ses propres déplacements.

Quand même, en Europe, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France, cela compte un peu. Si on ne pousse pas sur Copenhague ensemble... Cela aide beaucoup la présidence européenne qu'on le fasse, non ? Enfin je ne sais pas, vous êtes à même de juger comment cela s'est débloqué. Alors après vous pourriez me dire : « mais vous étiez avec LULA ». Oui, bien sûr, la France a une politique et le texte franco-brésilien a beaucoup fait bouger les choses.

Quand il s'est agi de convaincre Monsieur OBAMA de venir le 18 plutôt que le 9, Madame MERKEL et moi, nous l'avons eu au téléphone, on lui a dit exactement la même chose.

QUESTION - Le chanteur Johnny HALLYDAY est toujours hospitalisé à Los Angeles, est-ce que peut-être vous avez pu vous tenir informé de son état de santé, lui envoyer un message de sympathie ?

LE PRÉSIDENT - Bien sûr, je me suis tenu informé de son état de santé. J'ai eu cette nuit au téléphone son fils David que je connais bien, qui est un de mes amis, qui m'a donné des nouvelles rassurantes de la santé de son père sans me cacher la peur qu'ils ont éprouvé pour lui. Je voudrais dire à Johnny HALLYDAY les vœux que l'on forme pour que sa santé s'améliore. Cela a créé une grande émotion en France, peut-être ailleurs, parce que c'est un homme qui est très aimé et qui, pour chacun d'entre nous, représente une partie de notre histoire personnelle, des souvenirs, des moments agréables, des chansons, des musiques. Et c'est toujours émouvant de le voir se battre contre l'adversité.

J'ai donc eu son fils et il m'a rassuré. Enfin, je ne suis pas médecin, je n'étais pas là, mais j'étais heureux de savoir que cela allait mieux et je suis sûr que tous les Français seront d'accord pour lui adresser des vœux de prompt rétablissement. Et puis on lui fait confiance, il a de la ressource, il l'a montré.

Je n'imaginai pas conclure la conférence de presse du sommet européen comme cela, mais merci de m'en avoir donné l'occasion.

Bon retour à vous !

Merci.